Transfert de la propriété des colonnes montantes

**1er cas** : il y a des éléments de preuve que la colonne montante appartient à ENEDIS (marquage « EDF » sur la colonne par exemple), l’AG confirme seulement l’appartenance à ENEDIS.

L'assemblée générale, ayant pris connaissance des dispositions de l’article 176 de la loi n° 2018-1021 du 23 novembre 2018 portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique, demande au syndic, le cabinet …., de notifier au gestionnaire du réseau public de distribution d’électricité l'acceptation du transfert définitif à ce réseau des colonnes montantes électriques situées dans l’immeuble sis ….. (adresse de la copropriété).

|  |  |
| --- | --- |
| Ont voté contre : … tantièmes | Ont voté pour : |
| M. … = … tantièmes | ... tantièmes |
| M. … = … tantièmes |  |
| M. … = … tantièmes |  |

**En conséquence, cette résolution :**

- est adoptée dans les conditions de majorité de l'article 24

- n'a pas recueilli la majorité de l'article 24.

**2ème cas :** il n’y a pas de preuve de propriété de la colonne montante ce qui peut impliquer que la colonne appartient au syndicat des copropriétaires. L’assemblée se prononce sur un acte de disposition.

L'assemblée générale, ayant pris connaissance des dispositions de l’article 176 de la loi n° 2018-1021 du 23 novembre 2018 portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique, accepte le transfert définitif de la propriété des colonnes montantes électriques situées dans l’immeuble sis …. (adresse de la copropriété) au réseau public de distribution d’électricité.

Le cabinet …., syndic, notifiera cette acceptation au gestionnaire du réseau public de distribution.

L’assemblée est informée que le transfert de ces colonnes montantes au réseau public de distribution prendra effet à compter de la notification.

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| Ont voté contre : … tantièmes | Se sont abstenus : … tantièmes | Ont voté pour : |
| M. ...= ... tantièmes | M. ...= ... tantièmes | ... tantièmes |
| M. ...= ... tantièmes | M. ...= ... tantièmes |  |
| M. ...= ... tantièmes | M. ...= ... tantièmes |  |

**En conséquence, cette résolution est :**

- est adoptée dans les conditions de majorité de l'article 26

- n'a pas recueilli la majorité de l'article 26.

\*\*\*

**Texte de référence**

**Art 176 de la loi ELAN**

I.-Le titre IV du livre III du code de l'énergie est complété par un chapitre VI ainsi rédigé :

Chapitre VI Colonnes montantes électriques

Art. L. 346-1.-La colonne montante électrique désigne l'ensemble des ouvrages électriques situés en aval du coupe-circuit principal nécessaires au raccordement au réseau public de distribution d'électricité des différents consommateurs ou producteurs situés au sein d'un même immeuble ou de bâtiments séparés construits sur une même parcelle cadastrale, à l'exception des dispositifs de comptage.

Art. L. 346-2.-Les colonnes montantes électriques mises en service avant la publication de la loi n° 2018-1021 du 23 novembre 2018 portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique appartiennent au réseau public de distribution d'électricité.
Le premier alinéa entre en vigueur à l'issue d'un délai de deux ans à compter de la promulgation de la loi n° 2018-1021 du 23 novembre 2018 précitée. Dans ce même délai, les propriétaires ou copropriétaires des immeubles dans lesquels sont situés ces ouvrages peuvent :
1° Notifier au gestionnaire de réseau l'acceptation du transfert définitif au réseau public de distribution d'électricité desdits ouvrages, qui prend alors effet à compter de la notification. Le transfert est effectué à titre gratuit, sans contrepartie pour le gestionnaire de réseau. Le gestionnaire de réseau ne peut s'opposer au transfert ni exiger une contrepartie financière ;
2° Revendiquer la propriété de ces ouvrages, sauf si le gestionnaire de réseau ou l'autorité concédante apporte la preuve que lesdits ouvrages appartiennent déjà au réseau public de distribution d'électricité.

Art. L. 346-3.-Les colonnes montantes électriques mises en service à compter de la publication de la loi n° 2018-1021 du 23 novembre 2018 portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique appartiennent au réseau public de distribution d'électricité.

Art. L. 346-4.-Lorsque les propriétaires ou copropriétaires des immeubles dans lesquels sont situés ces ouvrages en ont obtenu la propriété en application du dernier alinéa de l'article L. 346-2, les colonnes montantes électriques peuvent être transférées, à la demande des mêmes propriétaires ou copropriétaires, au réseau public de distribution d'électricité sous réserve de leur bon état de fonctionnement. Elles sont transférées à titre gratuit, sans contrepartie pour le gestionnaire de réseau. Le gestionnaire de réseau ne peut s'opposer au transfert des ouvrages en bon état de fonctionnement ni exiger une contrepartie financière. Il détermine, le cas échéant, les travaux électriques à réaliser pour assurer le bon état de fonctionnement desdits ouvrages.
Le premier alinéa du présent article entre en vigueur à l'issue d'un délai de deux ans à compter de la promulgation de la loi n° 2018-1021 du 23 novembre 2018 portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique.

Art. L. 346-5.-Les ouvrages mentionnés aux articles L. 344-1 et L. 345-2 ne sont pas soumis aux dispositions du présent chapitre.

II.-Nonobstant les éventuelles clauses contraires des contrats de concession, les entreprises concessionnaires de la distribution publique d'électricité ne sont tenues, au cours et à l'issue des contrats conclus avec l'autorité concédante, à aucune obligation financière liée aux provisions pour renouvellement des colonnes montantes électriques transférées au réseau public de distribution d'électricité au titre du chapitre VI du titre IV du livre III du code de l'énergie.